



Assemblée générale

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/47/717/Add.1
17 décembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rapport de la Deuxième Commission (Partie II)*

Rapporteur : M. Walter BALZAN (Malte)

I. INTRODUCTION

1. La Deuxième Commission a tenu une discussion de fond sur le point 12 de l'ordre du jour (voir A/47/717, par. 3). Elle a examiné plus avant les mesures à prendre au titre de la question à ses 48e, 49e, 50e et 51e séances, les 7, 9, 11 et 16 décembre 1992. On trouvera un résumé de l'examen de la question par la Commission dans les comptes rendus analytiques pertinents (voir A/C.2/47/SR.48 à 51).

II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

A. Projet de résolution A/C.2/47/L.2

2. A sa 49e séance, le 9 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution contenu dans le document A/C.2/47/L.2 et intitulé "Application de la section II de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies".

3. A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de reporter à sa quarante-huitième session l'examen du projet de résolution A/C.2/47/L.2 (voir par. 53, projet de décision I).

* Le rapport de la Commission sur ce point de l'ordre du jour paraîtra en deux parties (voir également A/47/717).

B. Projet de résolution A/C.2/47/L.5 et Rev.1

4. Par sa résolution 1992/58 du 31 juillet 1992, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution intitulé "Assistance au peuple palestinien" (voir A/C.2/47/L.5).

5. A la 50e séance, le 11 décembre, la Vice-Présidente de la Commission, Mlle Maymouna Diop (Sénégal), a informé les membres du résultat des consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/47/L.5 (voir A/C.2/47/L.5/Rev.1) et a révisé oralement la première ligne du paragraphe 4, qui doit se lire, après le mot "israélien", "d'accepter de jure l'applicabilité".

6. Les membres ont été informés que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

7. Avant l'adoption du projet de résolution, Israël, les Etats-Unis d'Amérique et l'Espagne ont fait des déclarations (voir A/C.2/47/SR.50).

8. A sa 50e séance, la Commission a adopté le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/47/L.5/Rev.1, tel qu'oralement révisé, à l'issue d'un vote enregistré, par 107 voix contre 2, avec 2 abstentions (voir par. 52, projet de résolution I). Les voix se sont réparties comme suit 1/ :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Suède, Suriname, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

1/ Les représentants du Koweït, de la Jordanie, de Sri Lanka et de la Zambie ont indiqué par la suite que, s'ils avaient été présents lors du vote, ils auraient voté pour le projet de résolution.

/...

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël.

Se sont abstenus : Iles Marshall, Micronésie (Etats fédérés de).

9. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom des Etats Membres de l'ONU qui sont membres de la Communauté européenne), de l'Autriche, de l'Australie et de la Norvège ont fait des déclarations (voir A/C.2/47/SR.50).

C. Projets de résolution A/C.2/47/L.23 et L.78

10. A la 40e séance, le 16 novembre, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté un projet de résolution (A/C.2/47/L.23) intitulé "Privatisation", également au nom des pays ci-après : Allemagne, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Honduras, Hongrie, Iles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Mongolie, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Singapour, Slovénie, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie et Ukraine, auxquels la Thaïlande s'est jointe par la suite. Le projet de résolution se lisait comme suit :

Privatisation

"L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution S-18/3 du 1er mai 1990, où figurait la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et considérant sa résolution 45/199 du 21 décembre 1990, relative à la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que les autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant l'Engagement de Cartagena, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session 2/, et la décision 398 (XXXVIII) du Conseil du commerce et du développement, en date du 7 mai 1992 3/,

Rappelant aussi la résolution 1992/36 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1992, concernant la privatisation et les investissements étrangers dans le contexte de la restructuration économique,

2/ TD/364, première partie, sect. A.

3/ Voir A/47/15 (vol. I), sect. II.

Consciente que chaque Etat a le droit souverain de décider du développement de ses secteurs privé et public en tenant compte des points forts de chacun d'entre eux, et consciente aussi des activités du Groupe de travail spécial sur la comparaison de l'expérience des pays en matière de privatisation, que le Conseil du commerce et du développement a créé par sa décision 398 (XXXVIII),

Notant le rôle influant du secteur privé dans la mobilisation des ressources et la promotion de la croissance économique et d'un développement durable,

Notant également que de nombreux pays attachent de plus en plus d'importance à la privatisation des entreprises, à l'abolition des monopoles et à la déréglementation administrative de l'activité économique, ainsi qu'à des réformes allant dans le sens de l'économie de marché, à l'accroissement de la concurrence, à l'élimination des mécanismes causant une distorsion des prix, et à l'ouverture des marchés, toutes politiques qui favorisent la productivité économique, la croissance et un développement durable dans le contexte de la restructuration économique,

Considérant les difficultés que lesdites politiques posent à ces pays,

1. Se félicite des activités entreprises par les organes, institutions et organismes compétents des Nations Unies à l'appui de politiques par lesquelles les pays cherchent à accroître leur productivité économique et à favoriser leur croissance et leur développement durable par la privatisation, l'abolition des monopoles, la déréglementation administrative de l'activité économique et d'autres politiques allant dans le même sens, et engage ces organes, institutions et organismes :

a) A appuyer les pays qui le demandent dans les activités qu'ils entreprennent, au titre de la réforme et de l'ouverture de leur économie, en vue de privatiser leurs entreprises, d'abolir les monopoles et de favoriser la déréglementation administrative et d'autres politiques analogues;

b) A mieux communiquer et coopérer en vue de soutenir les efforts que font les pays pour privatiser leurs entreprises, abolir les monopoles, déréglementer l'activité économique et appliquer d'autres politiques analogues, invitant pour ce faire le Secrétaire général à veiller à ce que les activités des organismes des Nations Unies dans ce domaine soient bien coordonnées, notamment par l'intermédiaire du Conseil économique et social et d'autres organes compétents des Nations Unies;

c) A tenir compte, dans l'accomplissement de leurs mandats respectifs, des travaux déjà entrepris par les organes, institutions et organismes des Nations Unies pour assurer la productivité maximale du système des Nations Unies dans le cadre de sa restructuration actuelle;

/...

2. Demande aux Etats Membres de développer leurs échanges mutuels d'informations, ainsi que leurs échanges d'informations avec tous les organes, institutions et organismes des Nations Unies, en ce qui concerne leurs activités, programmes et expériences en matière de privatisation, d'abolition des monopoles, de déréglementation administrative et d'autres politiques analogues, afin de mieux coordonner la coopération technique dans ce domaine et d'en accroître l'efficacité;

3. Prie le Secrétaire général d'améliorer, dans les limites des ressources disponibles, les activités de recherche sur la privatisation, l'abolition des monopoles, la déréglementation administrative et autres politiques analogues et de consigner les résultats de ces recherches dans les publications appropriées des Nations Unies, notamment dans l'Etude sur l'économie mondiale;

4. Prie également le Secrétaire général d'inclure dans le rapport qu'il lui présentera à sa quarante-huitième session, en application de la résolution 46/166 relative à l'esprit d'entreprise, des recommandations sur les mesures à prendre par les organismes des Nations Unies dans l'esprit de la présente résolution."

11. A la 50e séance, le 11 décembre, la Vice-Présidente de la Commission, Mlle Maymouna Diop (Sénégal), a présenté un projet de résolution (A/C.2/47/L.78) intitulé "La privatisation, dans l'optique de la restructuration économique, de la croissance et du développement durable", présenté sur la base de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/47/L.23.

12. Les membres ont été informés que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

13. A sa 50e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/47/L.78 sans procéder à un vote (voir par. 52, projet de résolution II).

14. Compte tenu de l'adoption du projet de résolution A/C.2/47/L.78, le projet de résolution A/C.2/47/L.23 a été retiré par ses auteurs.

D. Projet de résolution A/C.2/47/L.29 et Rev.1

15. A la 43e séance, le 19 novembre, le représentant de la Malaisie a présenté, également au nom des pays ci-après : Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Cuba, Djibouti, Egypte, Indonésie, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Mauritanie, Pakistan, République arabe syrienne, Tunisie et Yémen, auxquels se sont joints par la suite le Maroc et les Emirats arabes unis, un projet de résolution (A/C.2/47/L.29) intitulé "Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien". Le projet de résolution était libellé comme suit :

/...

"L'Assemblée générale,

Prenant note de la résolution 1992/57 du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1992,

Rappelant sa résolution 46/199 du 20 décembre 1991,

S'inspirant des principes de la Charte des Nations Unies et affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et confirmant les résolutions 242 (1967) et 497 (1981) du Conseil de sécurité, en date des 22 novembre 1967 et 17 décembre 1981,

Rappelant aussi la résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité, en date du 1er mars 1980 et d'autres résolutions affirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 ^{4/}, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

Préoccupée de l'implantation par Israël, puissance occupante, de colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, notamment de l'installation de nouveaux immigrants dans ces territoires,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général ^{5/};
2. Déplore l'implantation par Israël de colonies de peuplement dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, et considère ces colonies comme illégales et dénuées de tout fondement juridique;
3. Est consciente des répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé par Israël depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien;
4. Déplore vivement la politique appliquée par Israël dans le territoire palestinien occupé et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, notamment les confiscations de terres, l'appropriation des eaux, l'épuisement d'autres ressources économiques et le déplacement ou l'expulsion de la population arabe qui y vit;

^{4/} Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973.

^{5/} A/47/294-E/1992/84.

5. Réaffirme le droit inaliénable du peuple palestinien et de la population du Golan syrien sur leurs ressources naturelles et toutes leurs autres ressources économiques et considère toute violation de ce droit comme dépourvue de toute validité juridique;

6. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution."

16. A la 50e séance, le 11 décembre, la Vice-Présidente de la Commission, Mlle Maymouna Diop (Sénégal), a informé les membres du résultat des consultations officielles tenues sur le projet de résolution et a appelé leur attention sur un projet de résolution révisé (A/C.2/47/L.29/Rev.1) présenté par les auteurs du projet de résolution A/C.2/47/L.29.

17. Les membres ont été informés que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

18. Avant l'adoption du projet de résolution révisé, les représentants d'Israël, des Etats-Unis d'Amérique et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations (voir A/C.2/47/SR.50).

19. A sa 50e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/47/L.29/Rev.1, à l'issue d'un vote enregistré, par 101 voix contre 3, avec 5 abstentions (voir par. 52, projet de résolution III). Les voix se sont réparties comme suit 6/ :

Ont voté pour : Afghanistan, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Brunéi, Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Cuba, Danemark, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kazakhstan, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République de

6/ Les représentants du Koweït, de la Jordanie, de Sri Lanka et de la Zambie ont indiqué par la suite que, s'ils avaient été présents lors du vote, ils auraient voté pour le projet de résolution.

/...

Moldova, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Suède, Suriname, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël, Micronésie (Etats fédérés de).

Se sont abstenus : Bélarus, Croatie, Fédération de Russie, Iles Marshall, Uruguay.

20. Après l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, au nom des Etats Membres de l'ONU qui sont également membres de la Communauté européenne, et par le représentant du Canada. L'Observateur de la Palestine a fait également une déclaration (voir A/C.2/47/SR.50).

E. Projets de résolution A/C.2/47/L.34 et L.66

21. A la 40e séance, le 16 novembre, le représentant du Pakistan (au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77) a présenté un projet de résolution (A/C.2/47/L.34), intitulé "Incidences de l'application des nouveaux critères d'identification des pays les moins avancés sur la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés", dont le texte était conçu comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/206 du 21 décembre 1990, dans laquelle elle a fait siens la Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés adoptés par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, sa résolution 46/156 du 19 décembre 1991 sur la mise en oeuvre du Programme d'action, et sa résolution 46/206 du 20 décembre 1991 sur le Rapport du Comité de la planification du développement : critères d'identification des pays les moins avancés,

Réaffirmant les termes du document 'Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Cartagena' 7/, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session,

7/ TD/364, première partie, sect. A.

Soulignant à nouveau qu'il faut renforcer la coopération internationale dans le domaine du développement durable afin d'étayer et de compléter les actions des pays les moins avancés,

Prenant acte de la détermination exprimée par les donateurs dans l'Engagement de Cartagena d'honorer les engagements qu'ils avaient pris dans le Programme d'action quant à l'aide publique au développement aux 41 pays figurant sur la liste des pays les moins avancés au moment de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

Notant que le Conseil du commerce et du développement a procédé, durant la première partie de sa trente-neuvième session, au deuxième examen annuel des progrès de l'application du Programme d'action et a examiné la question des ajustements qu'il y aurait lieu d'apporter aux objectifs et aux niveaux de l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés, compte tenu du fait que six pays avaient été ajoutés à la liste des pays les moins avancés à la suite de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

Notant également qu'à cette même session du Conseil du commerce et du développement, les donateurs ont manifesté l'intention d'examiner les effets que l'inscription de nouveaux pays sur la liste des pays les moins avancés avait sur les besoins supplémentaires en ressources de tout le groupe des pays les moins avancés,

1. Réaffirme que le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés doit être appliqué par toutes les parties dans son intégralité, de manière efficace et dans les meilleurs délais;

2. Réaffirme également qu'il faudrait accroître sensiblement le volume global de l'appui extérieur fourni aux pays les moins avancés, compte tenu des pays récemment ajoutés à la liste des pays les moins avancés;

3. Invite le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à examiner, à sa session de février 1993, l'allocation de chiffres indicatifs de planification aux pays les moins avancés, compte tenu des pays récemment ajoutés à la liste des pays les moins avancés;

4. Se félicite du résultat du deuxième examen annuel des progrès de l'application du Programme d'action auquel le Conseil du commerce et du développement a procédé lors de la première partie de sa trente-neuvième session, et notamment de la décision qu'il a prise :

a) d'examiner en profondeur, durant la deuxième partie de sa trente-neuvième session, deux questions particulières, à savoir i) la mobilisation de ressources intérieures et extérieures ainsi que l'état et la gestion de la dette, et ii) l'amélioration des débouchés commerciaux;

/...

et b) d'étudier, également durant la deuxième partie de sa trente-neuvième session, la question des ajustements qu'il y aurait lieu d'apporter à l'aide publique au développement, ainsi que l'avait demandé la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session;

5. Invite les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement, notamment les organisations internationales et les institutions financières, à participer comme il convient et de manière efficace à la deuxième partie de la trente-neuvième session du Conseil du commerce et du développement qui doit avoir lieu à Genève du 15 au 26 mars 1993;

6. Prie instamment les donateurs d'envisager de fournir, conformément à sa résolution 46/156 du 19 décembre 1991, les ressources extrabudgétaires voulues pour faciliter la participation des représentants des pays les moins avancés aux futurs examens du Programme d'action qui auront lieu au Conseil du commerce et du développement;

7. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport sur l'application de la présente résolution, incluant une évaluation des résultats du troisième examen annuel du Programme d'action par le Conseil du commerce et du développement."

22. A la 48e séance, le 7 décembre, la Vice-Présidente de la Commission, Mlle Maymouna Diop (Sénégal), a présenté un projet de résolution (A/C.2/47/L.66) à l'issue de consultations officieuses sur le projet de résolution A/C.2/47/L.34.

23. La Commission a été informée que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

24. A la 48e séance, le représentant du Japon a révisé oralement le paragraphe 5 du projet de résolution en remplaçant les mots "du fait qu'il" par les mots "note que le Conseil".

25. A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/47/L.66, tel que révisé oralement, sans procéder à un vote (voir par. 52, projet de résolution IV).

26. Compte tenu de l'adoption du projet de résolution A/C.2/47/L.66, le projet de résolution A/C.2/47/L.34 a été retiré par ses auteurs.

F. Projet de résolution A/C.2/47/L.39

27. A la 42e séance, le 18 novembre, le représentant de la Belgique a présenté, également au nom des pays ci-après : Algérie, Angola, Barbade, Bélarus, Bénin, Colombie, Egypte, Equateur, Espagne, Guatemala, Italie,

Jamaïque, Jordanie, Lesotho, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mali, Maroc, Mongolie, Népal, Nigéria, Pérou, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Turquie et Zaïre, auxquels se sont joints par la suite le Bangladesh, la Namibie et le Soudan, un projet de résolution (A/C.2/47/L.39), intitulé "Sommet sur la promotion économique des femmes rurales".

28. A la 45e séance, le 24 novembre, la Vice-Présidente de la Commission, Mlle Maymouna Diop (Sénégal), a informé la Commission des résultats des consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution qu'elle a modifié en remplaçant, dans le sixième alinéa du préambule, le mot "Présidente" par les mots "personnalité qui a parrainé".

29. La Commission a été informée que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

30. A sa 45e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/47/L.39, tel que révisé oralement, sans procéder à un vote (voir par. 52, projet de résolution V).

G. Projet de résolution A/C.2/47/L.40 et Rev.1

31. A la 43e séance, le 19 novembre, le représentant du Pakistan, au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77, de la Chine et du Japon, a présenté un projet de résolution (A/C.2/47/L.40) intitulé "Incidences de l'évolution récente des relations Est-Ouest sur la croissance de l'économie mondiale, en particulier sur la croissance économique et le développement des pays en développement, ainsi que sur la coopération économique internationale", dont le texte était conçu comme suit :

"L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution S-18/3 du 1er mai 1990, en annexe à laquelle figure la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, ainsi que sa résolution 45/199 du 21 décembre 1990, en annexe à laquelle figure la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant ses résolutions 45/182 du 21 décembre 1990 et 46/202 du 20 décembre 1991,

Prenant note du rapport du Secrétaire général relatif aux incidences des relations Est-Ouest sur la croissance de l'économie mondiale et le développement 8/ qui indique notamment que les pays d'Europe centrale et

orientale et la Communauté d'Etats indépendants auront besoin d'une aide internationale pendant plus longtemps et à beaucoup plus grande échelle qu'on ne l'envisageait initialement et que l'accès préférentiel aux marchés occidentaux obtenu par nombre de ces pays risque de nuire aux intérêts des pays en développement,

Prenant acte de la Déclaration adoptée par les ministres des affaires étrangères des Etats membres du Groupe des 77 lors de leur seizième réunion annuelle tenue à New York le 1er octobre 1992, dans laquelle les ministres ont rappelé les conclusions de la Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social 9/,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général concernant les incidences de l'évolution des relations Est-Ouest sur la croissance mondiale et le développement;

2. Prie instamment les pays développés et les institutions financières multilatérales de veiller à ce que les ressources allouées aux pays d'Europe centrale et orientale et à la Communauté d'Etats indépendants ne se traduisent pas par une réduction ou un détournement de l'aide publique au développement allouée aux pays en développement et à ce que les besoins de ces pays soient couverts par des ressources nouvelles additionnelles;

3. Prie le Comité spécial des préférences de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'examiner lors de sa prochaine session les incidences du traitement préférentiel accordé aux pays d'Europe centrale et orientale et à la Communauté d'Etats indépendants sur le commerce des pays en développement, et le Secrétaire général de la CNUCED de soumettre un rapport à l'Assemblée générale sur cette question à sa quarante-huitième session;

4. Prie instamment la communauté internationale, ainsi que les organismes des Nations Unies, d'aider les pays en développement dont l'économie a souffert des changements récents intervenus dans leurs relations économiques avec les pays d'Europe centrale et orientale et la Communauté d'Etats indépendants à s'adapter à ces changements;

5. Prie le Secrétaire général de continuer à surveiller les incidences de l'évolution récente des relations Est-Ouest sur la croissance de l'économie mondiale, en particulier la croissance économique et le développement des pays en développement, ainsi que sur la coopération économique internationale, et de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport à ce sujet contenant une évaluation des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution."

32. A la 50e séance, le 11 décembre, la Vice-Présidente de la Commission, Mlle Maymouna Diop (Sénégal), a informé la Commission des résultats des consultations officielles tenues sur le projet de résolution et a appelé l'attention de la Commission sur un projet de résolution révisé (A/C.2/47/L.40/Rev.1), intitulé "Incidences de l'évolution récente des pays à économie en transition sur la croissance de l'économie mondiale, en particulier la croissance économique et le développement des pays en développement, ainsi que sur la coopération économique internationale", présenté par les auteurs du projet de résolution A/C.2/47/L.40.

33. La Commission a été informée que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

34. A sa 50e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/47/L.40/Rev.1 sans procéder à un vote (voir par. 52, projet de résolution VI).

H. Projets de résolution A/C.2/47/L.42 et L.73

35. A la 43e séance, le 19 novembre, le représentant du Pakistan, au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77, de la Chine et du Japon, a présenté un projet de résolution (A/C.2/47/L.42), intitulé "Conférence internationale sur la population et le développement", dont le texte était conçu comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3344 (XXIX) du 17 décembre 1974, relative à la Conférence mondiale sur la population, 39/228 du 18 décembre 1984, relative à la Conférence internationale sur la population, 44/210 du 22 décembre 1989, relative aux besoins futurs dans le domaine de la population, y compris la mobilisation des ressources nécessaires pour une assistance internationale dans ce domaine, S-18/3 du 1er mai 1990, contenant la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, 45/199 du 21 décembre 1990, contenant la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, 45/206 du 21 décembre 1990, relative à la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, et 45/216 du 21 décembre 1990, relative à la population et au développement,

Rappelant aussi la résolution 1989/91 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1989, dans laquelle le Conseil a décidé en principe de convoquer en 1994, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une réunion internationale sur la population,

Rappelant en outre la résolution 1991/93 du Conseil économique et social en date du 26 juillet 1991, dans laquelle le Conseil a décidé que la réunion internationale sur la population serait appelée Conférence internationale sur la population et le développement,

/...

Approuvant pleinement les objectifs de la Conférence tels que le Conseil les a arrêtés dans sa résolution 1991/93, ainsi que son thème général, précisé dans la même résolution, à savoir la population, la croissance économique soutenue et le développement durable,

Consciente du rôle important que les conférences régionales joueront dans la préparation de la Conférence, notamment en évaluant et actualisant les plans d'action régionaux en matière de population,

Prenant note avec satisfaction de la nomination par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population au poste de secrétaire générale de la Conférence internationale sur la population et le développement, et du Directeur de la Division de la population du Département du développement économique et social du Secrétariat de l'ONU au poste de secrétaire général adjoint de la Conférence,

Soulignant que chaque pays a le droit souverain d'élaborer, d'adopter et d'appliquer sa propre politique de population, en tenant compte de sa culture, de ses valeurs et de ses traditions, ainsi que de sa situation sociale, économique et politique, et en respectant les droits de l'homme et les responsabilités des personnes, des couples et des familles,

Sachant que les établissements de recherche et de diffusion de l'information ont largement contribué à faire clairement saisir les rapports qui lient population et développement,

Appréciant l'importance des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement pour la préparation de la Conférence internationale sur la population et le développement,

1. Souligne la nécessité d'un effort accru pour élever le niveau de sensibilisation de la communauté internationale aux questions de population et les traiter comme faisant partie intégrante du développement;

2. Souligne également la nécessité pour chaque pays de définir en matière de population une politique globale fondée sur ses priorités propres et compatibles avec une croissance économique soutenue et un développement durable;

3. Se félicite de la résolution 1992/37 du Conseil économique et social en date du 30 juillet 1992, par laquelle le Conseil a décidé de convoquer la Conférence internationale sur la population et le développement au Caire du 5 au 13 septembre 1994;

4. Accepte avec gratitude l'offre généreuse du Gouvernement égyptien d'accueillir la Conférence;

5. Recommande de réunir la Conférence à l'échelon ministériel;
6. Invite le Conseil, à sa session d'organisation pour 1993, à désigner l'Egypte, qui sera l'hôte de la Conférence, membre de droit du bureau du Comité préparatoire;
7. Invite également le Conseil, à sa session d'organisation pour 1993, tenant pleinement compte des vues exprimées au cours de la quarante-septième session de l'Assemblée générale, à envisager d'ajuster le calendrier et la durée des deuxième et troisième sessions du Comité préparatoire de la Conférence de façon à assurer une préparation adéquate de celle-ci au niveau intergouvernemental;
8. Demande à tous les organes, organismes et programmes des Nations Unies, ainsi qu'aux autres organisations intergouvernementales intéressées, de contribuer pleinement aux préparatifs de la Conférence;
9. Se félicite de la décision prise par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'assurer, par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination, la nécessaire coordination des contributions des divers organismes des Nations Unies;
10. Invite tous les Etats à prendre activement part aux préparatifs de la Conférence et à promouvoir des processus préparatoires au niveau national sur la base d'une large participation;
11. Est consciente de l'importante contribution que les organisations non gouvernementales compétentes intéressées, en particulier celles des pays en développement, peuvent apporter aux préparatifs de la Conférence, conformément aux pratiques convenues;
12. Souligne l'importance à attacher aux divers points de vue régionaux existant sur les questions de population et de développement et se félicite à cet égard de la convocation, par les commissions régionales et le Fonds des Nations Unies pour la population, de conférences régionales sur la population dont les résultats représenteront un apport notable aux préparatifs de la Conférence internationale sur la population et le développement;
13. Prend note de la création de fonds volontaires d'affectation spéciale destinés à contribuer au financement de la Conférence et à aider les pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux, à participer pleinement et efficacement à la Conférence et à sa préparation;
14. Remercie les contributeurs aux fonds et invite les gouvernements qui sont en mesure de le faire à y verser des contributions généreuses;

/...

15. Engage la Secrétaire générale de la Conférence à continuer de faire tout ce qui est en son pouvoir pour réunir des ressources extrabudgétaires en vue de la Conférence;

16. Prie la Secrétaire générale de la Conférence, eu égard à la nécessité d'une préparation approfondie de la Conférence, de veiller à ce que la documentation destinée au Comité préparatoire soit distribuée en temps utile;

17. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de prendre les mesures nécessaires, dans le cadre des préparatifs de la Conférence, pour qu'il soit donné une large publicité à celle-ci et aux questions qu'elle examinera;

18. Prie également le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en étroite consultation avec la Secrétaire générale de la Conférence, de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport intérimaire sur l'application de la présente résolution, par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

19. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session une question distincte intitulée 'Conférence internationale sur la population et le développement'."

36. A la 49e séance, le 9 décembre, la Vice-Présidente de la Commission, Mlle Maymouna Diop (Sénégal), a présenté un projet de résolution (A/C.2/47/L.73), à l'issue de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/47/L.42.

37. A la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Luxembourg. Le Directeur de la Division des affaires du Conseil économique et social et de la coordination interinstitutions du Département du développement économique et social a également fait une déclaration (voir A/C.2/47/SR.49).

38. La Commission a été informée que le projet de résolution n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

39. A sa 49e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/47/L.73 sans procéder à un vote (voir par. 52, projet de résolution VII).

40. Après l'adoption du projet de résolution, le représentant de l'Egypte a fait une déclaration (voir A/C.2/47/SR.49).

41. Compte tenu de l'adoption du projet de résolution A/C.2/47/L.73, le projet de résolution A/C.2/47/L.42 a été retiré par ses auteurs.

I. Projets de résolution A/C.2/47/L.50 et L.79

42. A la 45e séance, le 24 novembre, le représentant du Bénin, au nom des Etats africains, a présenté un projet de résolution (A/C.2/47/L.50), intitulé "Deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique, 1991-2000", dont le texte était conçu comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 44/237 du 22 décembre 1989, par laquelle elle a proclamé la période 1991-2000 deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique, et sa décision 46/458 du 20 décembre 1991 sur le programme de la deuxième Décennie,

Rappelant également sa résolution 46/151 du 18 décembre 1991, dans laquelle elle a adopté le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, qui fait de la deuxième Décennie un programme d'importance majeure pour l'intégration économique régionale de l'Afrique,

Rappelant en outre la résolution 1991/81 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1991, sur la deuxième Décennie,

Soulignant la nécessité d'intégrer le programme de la deuxième Décennie à l'ensemble du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, et notamment l'engagement des pays africains et de la communauté internationale de promouvoir les investissements directs locaux et étrangers en Afrique, tel que mentionné dans les paragraphes pertinents du nouvel Ordre du jour,

Rappelant les dispositions pertinentes du programme Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992 10/,

Considérant la résolution GC.4/8, en date du 22 novembre 1991, de la quatrième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, par laquelle la Conférence générale a adopté le programme de la deuxième Décennie comme programme prioritaire de cette organisation, et a recommandé à l'Assemblée générale de l'adopter à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa session de fond de 1992 11/,

10/ A/CONF.151/26 (vol. I, II et Corr.1, et III).

11/ Voir GC.4/INF.4.

Considérant aussi la résolution 739 (XXVII), du 22 avril 1992, de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique 12/, par laquelle la Conférence des ministres a adopté le programme de la deuxième Décennie, et la décision 1 (XXVII) du 22 avril 1992 13/, par laquelle elle a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le programme à sa quarante-septième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa session de fond de 1992, et de fournir à la Commission économique pour l'Afrique des ressources suffisantes pour lui permettre d'aider les pays africains et les organisations sous-régionales africaines à mettre en oeuvre leur programme pour la deuxième Décennie,

Consciente de l'appel que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a, dans sa résolution AHG/CM/RES.1399 (LVI) du 1er juillet 1992, adressé à l'Assemblée générale, pour qu'elle adopte à sa quarante-septième session le programme de la deuxième Décennie, et sachant que la Conférence a approuvé le programme,

Considérant la résolution 1992/44 du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1992, dans laquelle le Conseil économique et social a approuvé le programme et a recommandé, entre autres, à l'Assemblée générale d'adopter le programme à sa quarante-septième session,

1. Adopte le programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique, y compris ses composantes nationales, sous-régionales et régionales;
2. Décide de modifier la période définie pour la deuxième Décennie dans sa résolution 44/237, de façon à la faire porter sur les années 1993-2002;
3. Prend note des efforts déjà entrepris en Afrique pour créer des conditions propices à la réalisation d'investissements locaux et étrangers, demande que de nouveaux efforts soient faits dans ce domaine et prie instamment la communauté internationale de prendre les mesures requises pour encourager les investissements directs étrangers et soutenir les réformes entreprises par les pays africains;
4. Exhorte les pays africains, les institutions financières et les institutions spécialisées des Nations Unies à adopter une démarche

12/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1992, Supplément No 13 (E/1992/33), chap. IV, sect. A.

13/ Ibid., sect. B.

intégrée pour appliquer le programme de la deuxième Décennie, en tenant pleinement compte du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 14/;

5. Invite instamment le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, les institutions et organismes des Nations Unies, les Etats africains et les organisations sous-régionales et régionales africaines à intégrer les dispositions pertinentes du programme Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, dans les activités de la deuxième Décennie;

6. Demande à la communauté internationale, et notamment aux institutions de financement bilatérales et multilatérales, d'accroître de manière substantielle leur contribution au secteur industriel des pays africains, afin que les résultats du programme de la deuxième Décennie soient fructueux et durables;

7. Demande instamment aux institutions financières internationales, en particulier à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international et à la Banque africaine de développement, d'appuyer pleinement le programme de la deuxième Décennie et son application effective aux niveaux national et sous-régional;

8. Décide de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique des ressources suffisantes pour lui permettre d'aider les pays africains et les organisations africaines à appliquer efficacement le programme de la deuxième Décennie;

9. Prie le Secrétaire général, agissant en coopération avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, les institutions et organismes compétents des Nations Unies, les Etats africains et les organisations sous-régionales et régionales africaines, d'entreprendre en 1998 un examen à mi-parcours de l'application du programme de la deuxième Décennie, de lui faire rapport à ce sujet à sa cinquante-quatrième session, et de lui présenter, tous les deux ans, un rapport sur la suite donnée à la présente résolution."

43. A la 50e séance, le 11 décembre, la Vice-Présidente de la Commission, Mlle Maymouna Diop (Sénégal), a présenté un projet de résolution (A/C.2/47/L.79), à l'issue de consultations officielles sur le projet de résolution A/C.2/47/L.50.

44. A la même séance, le Secrétaire de la Commission a donné lecture d'un état des incidences de ce projet de résolution sur le budget-programme (voir A/C.2/47/SR.50).

45. A la même séance également, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/47/L.79 sans procéder à un vote (voir par. 52, projet de résolution VIII).

46. Compte tenu de l'adoption du projet de résolution A/C.2/47/L.79, le projet de résolution A/C.2/47/L.50 a été retiré par ses auteurs.

J. Documents relatifs au rapport du Conseil économique et social

47. A sa 51e séance, le 16 décembre, sur la proposition du Président, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte des rapports relatifs au point 12 au sujet desquels aucun projet de proposition n'avait été présenté (voir par. 53, projet de décision II).

K. Examen du projet de programme de travail biennal de
de la Deuxième Commission pour 1993-1994

48. A la 51e séance, le 16 décembre, le Président de la Commission a appelé l'attention de la Commission sur une note du Secrétariat, publiée sous la cote A/C.2/47/L.80, relative au projet de programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 1993-1994.

49. A la même séance, le Secrétaire de la Commission a fait une déclaration (voir A/C.2/47/SR.51).

50. A la même séance également, les représentants de la Mauritanie, du Maroc et de la Tunisie ont fait des déclarations et posé des questions auxquelles le Président a répondu (voir A/C.2/47/SR.51).

51. A sa 51e séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de différer la poursuite de l'examen du projet de programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 1993-1994 (voir par. 53, projet de décision III).

III. RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIEME COMMISSION

52. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

PROJET DE RESOLUTION I

Assistance au peuple palestinien

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 46/201 du 20 décembre 1991,

/...

Tenant compte de l'Intifada du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, soulèvement provoqué par l'occupation israélienne ainsi que par la politique et les pratiques israéliennes dans le domaine économique et social,

Rejetant les restrictions imposées par Israël aux apports extérieurs d'assistance économique et sociale destinés au peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé,

Préoccupée par les pertes économiques que le peuple palestinien a subies en raison de la crise du Golfe,

Consciente de la nécessité croissante de fournir une assistance économique et sociale au peuple palestinien,

Affirmant que le peuple palestinien ne peut développer son économie nationale tant que dure l'occupation israélienne,

Accueillant favorablement le processus de paix au Moyen-Orient amorcé le 30 octobre 1991 à Madrid et exprimant l'espoir que, malgré les difficultés, toutes les parties poursuivront dans cette voie,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général 15/;
2. Sait gré aux Etats, aux organismes des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de l'assistance qu'ils ont apportée au peuple palestinien;
3. Prie la communauté internationale, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, agissant en coopération étroite avec l'Organisation de libération de la Palestine, de maintenir ou d'accroître leur assistance au peuple palestinien en considération des pertes économiques qu'il a subies à la suite de la crise du Golfe;
4. Prie instamment le Gouvernement israélien d'accepter de jure l'applicabilité de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 16/, à tous les tous les territoires occupés par Israël depuis 1967 et d'en respecter scrupuleusement les dispositions;
5. Demande que soient considérées comme marchandises en transit les exportations et importations palestiniennes qui passent par des ports et points de sortie et d'entrée de pays voisins;

15/ A/47/212-E/1992/54.

16/ Nations Unies, Recueil des traités, vol. 75, No 973.

6. Demande également que les exportations palestiniennes bénéficient de concessions commerciales et de mesures préférentielles concrètes sur la base des certificats d'origine palestiniens;

7. Demande en outre la levée immédiate des restrictions et obstacles apportés par Israël à la mise en oeuvre de projets d'assistance par le Programme des Nations Unies pour le développement, par d'autres organismes des Nations Unies et par d'autres entités qui fournissent une assistance économique et sociale au peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé;

8. Réitère son appel en faveur de l'exécution de projets de développement dans le territoire palestinien occupé, notamment des projets mentionnés dans sa résolution 39/223 du 18 décembre 1984;

9. Demande que soit facilitée la création de banques palestiniennes de développement dans le territoire palestinien occupé, afin d'y accroître l'investissement, la production, l'emploi et le revenu;

10. Considère qu'il importe de convoquer un séminaire sur l'aide au peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé et suggère à cet égard au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien d'envisager, dans son programme de travail pour 1992-1993, d'organiser un tel séminaire, compte tenu de l'assistance dont le peuple palestinien a besoin vu l'évolution de la situation dans la région;

11. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

PROJET DE RESOLUTION II

La privatisation, dans l'optique de la restructuration économique, de la croissance et du développement durable

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution S-18/3 du 1er mai 1990, où figurait la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et considérant sa résolution 45/199 du 21 décembre 1990, relative à la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, ainsi que les autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant l'Engagement de Cartagena, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session 17/, et la décision 398 (XXXVIII) du Conseil du commerce et du développement, en

17/ TD/364, première partie, sect. A.

date du 7 mai 1992 18/, qui portait notamment création du Groupe de travail spécial sur la comparaison de l'expérience des pays en matière de privatisation, groupe dont elle attend la contribution avec intérêt,

Rappelant aussi la résolution 1992/36 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1992, concernant la privatisation et les investissements étrangers dans le contexte de la restructuration économique,

Consciente que chaque Etat a le droit souverain de décider du développement de ses secteurs privé et public en tenant compte des avantages comparatifs de chacun d'eux,

Notant le rôle influent du secteur privé dans la mobilisation des ressources et la promotion de la croissance économique et d'un développement durable,

Notant également que de nombreux pays attachent de plus en plus d'importance à la privatisation des entreprises, à l'abolition des monopoles et à la déréglementation administrative de l'activité économique, ainsi qu'à des réformes allant dans le sens d'une économie de marché, à l'accroissement de la concurrence, à l'élimination des mécanismes causant une distorsion des prix et à l'ouverture des marchés, toutes politiques qui favorisent la productivité économique, la croissance et un développement durable dans le contexte de la restructuration économique,

Notant en outre que ces pays rencontrent des difficultés dans la mise en oeuvre desdites politiques, et qu'ils peuvent envisager diverses approches et modalités pratiques de la privatisation,

1. Se félicite des activités entreprises par les organes, institutions et organismes compétents des Nations Unies à l'appui des efforts que font les pays pour accroître leur productivité économique et favoriser leur croissance et leur développement durable par la privatisation, l'abolition des monopoles, la déréglementation administrative de l'activité économique et d'autres politiques allant dans le même sens, et engage ces organes, institutions et organismes :

a) A appuyer les pays qui le demandent dans les activités qu'ils entreprennent, au titre de la réforme et de l'ouverture de leur économie, en vue de privatiser leurs entreprises, d'abolir les monopoles et de favoriser la déréglementation administrative et d'autres politiques analogues;

b) A mieux communiquer et coopérer en vue de soutenir les efforts que font les pays pour privatiser leurs entreprises, abolir les monopoles, déréglementer l'activité économique et appliquer d'autres politiques

18/ Voir A/47/15 (vol. I), sect. II.

analogues, l'Assemblée invitant pour ce faire le Secrétaire général à veiller à ce que leurs activités dans ce domaine soient bien coordonnées, notamment par l'intermédiaire du Conseil économique et social et d'autres organes compétents des Nations Unies;

c) A tenir compte, dans l'accomplissement de leurs mandats respectifs, des travaux déjà entrepris par les organes, institutions et organismes des Nations Unies pour assurer la productivité maximale du système des Nations Unies dans le cadre de sa restructuration actuelle;

2. Demande aux Etats Membres intéressés de développer leurs échanges mutuels d'informations, ainsi que leurs échanges d'informations avec tous les organes, institutions et organismes des Nations Unies, en ce qui concerne leurs activités, programmes et expériences en matière de privatisation, d'abolition des monopoles, de déréglementation administrative et d'autres politiques analogues, afin de mieux coordonner la coopération technique dans ce domaine et d'en accroître l'efficacité;

3. Prie le Secrétaire général d'améliorer, dans les limites des ressources disponibles, les activités de recherche concernant tous les aspects de la privatisation, de l'abolition des monopoles, de la déréglementation administrative et autres politiques, de manière à accroître la coopération avec les institutions nationales et internationales de recherche, et de consigner tous les résultats de ces recherches dans les publications appropriées des Nations Unies, notamment dans l'Etude sur l'économie mondiale;

4. Prie également le Secrétaire général d'inclure dans le rapport qu'il lui présentera à sa quarante-huitième session, en application de la résolution 46/166 du 19 décembre 1991 relative à l'esprit d'entreprise, des recommandations sur les mesures à prendre par les organismes des Nations Unies à l'appui de la présente résolution.

PROJET DE RESOLUTION III

Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien

L'Assemblée générale,

Prenant note de la résolution 1992/57 du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1992,

Rappelant sa résolution 46/199 du 20 décembre 1991,

S'inspirant des principes de la Charte des Nations Unies, affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et confirmant les résolutions 242 (1967) et 497 (1981) du Conseil de sécurité, en date des 22 novembre 1967 et 17 décembre 1981,

Rappelant aussi la résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité, en date du 1er mars 1980 et d'autres résolutions affirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 19/, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

Préoccupée de l'implantation par Israël, puissance occupante, de colonies de peuplement dans le territoire palestinien occupé et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, notamment de l'installation de nouveaux immigrants dans ces territoires,

Se félicitant du processus de paix au Moyen-Orient, engagé à Madrid le 30 octobre 1991, et consciente qu'un gel complet des activités d'implantation en renforcerait les chances de progrès,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général 20/;
2. Déplore l'implantation par Israël de colonies de peuplement dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, et considère que ces colonies sont illégales et qu'elles constituent un obstacle à la paix;
3. Est consciente des répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé par Israël depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien;
4. Déplore vivement la politique appliquée par Israël dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, notamment les confiscations de terres, l'appropriation des eaux, l'épuisement d'autres ressources économiques et le déplacement ou l'expulsion de leur population;
5. Réaffirme le droit inaliénable du peuple palestinien et de la population du Golan syrien sur leurs ressources naturelles et toutes leurs autres ressources économiques et considère toute violation de ce droit comme dépourvue de toute validité juridique;
6. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

19/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973.

20/ A/47/294-E/1992/84.

PROJET DE RESOLUTION IV

Incidences de l'application des nouveaux critères d'identification des pays les moins avancés sur la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/206 du 21 décembre 1990, où elle a fait siens la Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, adoptés par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, sa résolution 46/156 du 19 décembre 1991 sur la mise en oeuvre du Programme d'action et sa résolution 46/206 du 20 décembre 1991 sur le rapport du Comité de la planification du développement concernant les critères d'identification des pays les moins avancés,

Confirmant les termes du document "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Cartagena" 21/, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session,

Réaffirmant que c'est aux pays les moins avancés qu'il incombe au premier chef de définir leurs priorités nationales de croissance et de développement et d'appliquer efficacement les politiques qu'ils ont arrêtées en conséquence, en continuant de respecter les engagements pris par eux à la Conférence de Paris, et que la communauté internationale, et en particulier les pays donateurs, devraient s'acquitter pleinement et promptement de leurs engagements dans tous les domaines spécifiés par le Programme d'action,

Soulignant à nouveau qu'il faut intensifier la coopération internationale pour un développement durable afin d'appuyer et de renforcer l'action menée à cette fin par les pays les moins avancés eux-mêmes,

Notant que les donateurs ont manifesté, dans l'Engagement de Cartagena, leur volonté d'honorer les engagements pris par eux dans le Programme d'action en ce qui concerne l'aide publique au développement des 41 pays figurant sur la liste des pays les moins avancés au moment où s'est tenue la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

Notant aussi que le Conseil du commerce et du développement a procédé, durant la première partie de sa trente-neuvième session, au deuxième examen annuel des progrès réalisés dans l'application du Programme d'action et qu'il a examiné aussi la question des ajustements à apporter aux objectifs de l'aide publique au développement des pays les moins avancés, en raison de l'adjonction de six pays à la liste des pays les moins avancés après la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

Notant en outre qu'à cette même session du Conseil du commerce et du développement, les donateurs ont manifesté l'intention d'examiner les effets de la liste ainsi allongée des pays les moins avancés sur les ressources supplémentaires à prévoir pour tout ce groupe de pays,

1. Réaffirme que le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés doit être appliqué par toutes les parties dans son intégralité, de manière efficace et dans les meilleurs délais;

2. Réaffirme également que tous les pays les moins avancés devraient continuer à promouvoir et appliquer des politiques nationales allant dans le sens du Programme d'action, notamment des politiques macro-économiques qui favorisent une croissance soutenue et un développement durable à long terme, des mesures qui encouragent l'initiative individuelle et une large participation populaire au processus de développement, un renforcement des capacités humaines et institutionnelles ainsi que l'élargissement et la modernisation de la base économique, et que leurs partenaires de développement devraient s'acquitter pleinement et promptement des engagements pris ou des mesures proposées dans le Programme d'action dans tous les domaines où un appui extérieur est prévu, notamment l'aide publique au développement, l'allègement de la dette et le commerce extérieur;

3. Réaffirme en outre qu'il faudrait accroître sensiblement le volume global de l'appui extérieur fourni aux pays les moins avancés, vu que la liste de ces pays s'est récemment allongée;

4. Constate que, dans sa décision 92/30 du 26 mai 1992, le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement est convenu d'ajuster le montant des chiffres indicatifs de planification alloués aux pays les moins avancés en fonction de l'accroissement du nombre de ces derniers 22/;

5. Se félicite des résultats du deuxième examen annuel des progrès réalisés dans l'application du Programme d'action, auquel le Conseil du commerce et du développement a procédé lors de la première partie de sa trente-neuvième session, et note que le Conseil a décidé que, durant la seconde partie de sa trente-neuvième session :

a) Il examinerait à fond deux questions particulières, à savoir i) la mobilisation de ressources intérieures et extérieures ainsi que la situation et la gestion de la dette, et ii) l'amélioration des débouchés commerciaux;

b) Il étudierait la question des ajustements à apporter aux objectifs fixés, comme l'a demandé la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session, en tenant compte des vues exprimées et des décisions prises par le Conseil du commerce et du développement à la première partie de sa trente-neuvième session;

6. Invite les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement, notamment les organisations internationales et les institutions financières, à participer comme il convient et de manière efficace à la seconde partie de la trente-neuvième session du Conseil du commerce et du développement, qui doit avoir lieu à Genève du 15 au 26 mars 1993;

7. Exhorte les donateurs à envisager de fournir, conformément à sa résolution 46/156, des fonds extrabudgétaires pour faciliter la participation de représentants des pays les moins avancés aux futurs examens du Programme d'action par le Conseil du commerce et du développement;

8. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport sur l'application de la présente résolution, en y incluant une évaluation des résultats du troisième examen annuel du Programme d'action par le Conseil du commerce et du développement.

PROJET DE RESOLUTION V

Sommet sur la promotion économique des femmes rurales

L'Assemblée générale,

Rappelant les résolutions 1991/64 et 1992/53 du Conseil économique et social, relatives au Sommet sur la promotion économique des femmes rurales,

Consciente du rôle critique que jouent les femmes rurales dans la production d'aliments et la sécurité alimentaire des ménages,

Notant avec une profonde préoccupation que le nombre de femmes rurales vivant dans la pauvreté ne cesse d'augmenter,

Réaffirmant sa volonté de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes rurales,

Se félicitant de l'organisation du Sommet sur la promotion économique des femmes rurales à Genève, les 25 et 26 février 1992, auquel ont participé un grand nombre d'épouses de chefs d'Etat ou de gouvernement ainsi que des délégations de haut niveau,

Exprimant sa gratitude à la personnalité qui a parrainé le Sommet, au groupe des épouses des chefs d'Etat ou de gouvernement qui a pris l'initiative de convoquer le Sommet ainsi qu'au Fonds international de développement agricole et aux autres institutions qui ont offert leur concours,

1. Se félicite de l'adoption par le Sommet sur la promotion économique des femmes rurales de la Déclaration de Genève pour les femmes rurales 23/;

2. Exhorte tous les Etats à contribuer à la réalisation des objectifs approuvés dans la Déclaration de Genève;

3. Demande instamment à tous les organes, institutions et organismes des Nations Unies de tenir compte des objectifs de la Déclaration de Genève dans l'exécution de leurs programmes et invite les organes directeurs compétents à envisager d'adopter, dans leurs domaines de compétence respectifs et dans l'esprit de la Déclaration de Genève, des mesures concrètes qui répondront aux besoins particuliers des femmes rurales.

PROJET DE RESOLUTION VI

Incidences de l'évolution récente des pays à économie en transition sur la croissance de l'économie mondiale, en particulier la croissance économique et le développement des pays en développement, ainsi que sur la coopération économique internationale

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution S-18/3 du 1er mai 1990, dont l'annexe contient la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, ainsi que sa résolution 45/199 du 21 décembre 1990, qui contient en annexe la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, et confirmant l'Engagement de Cartagena, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session 24/,

Rappelant ses résolutions 45/182 du 21 décembre 1990 et 46/202 du 20 décembre 1991,

Prenant note du rapport du Secrétaire général relatif aux incidences de l'évolution des relations Est-Ouest sur la croissance de l'économie mondiale et sur le développement 25/,

Prenant note aussi de la Déclaration adoptée par les ministres des affaires étrangères des Etats membres du Groupe des 77 lors de leur seizième réunion annuelle tenue à New York le 1er octobre 1992, dans laquelle les ministres ont rappelé les conclusions de la Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social 26/, tenue à Genève les 4 et 5 juillet 1991,

24/ Voir TD/364, première partie, sect. A.

25/ A/47/403.

26/ A/47/499, annexe.

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général concernant les incidences de l'évolution des relations Est-Ouest sur la croissance de l'économie mondiale et sur le développement;

2. Prie instamment les pays développés et les institutions financières multilatérales de continuer à faire en sorte que l'allocation de ressources aux pays à économie en transition ne cause ni réduction ni détournement de l'aide publique au développement destinée aux pays en développement;

3. Demande à la communauté internationale d'envisager d'aider les pays en développement dont l'économie a le plus souffert des changements intervenus dans leurs relations économiques avec les pays à économie en transition à s'adapter à ces changements;

4. Prie le Secrétaire général de continuer à examiner et analyser, en consultation et en coordination étroites avec la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), les incidences de l'évolution des pays à économie en transition sur la croissance de l'économie mondiale, en particulier la croissance économique et le développement des pays en développement, ainsi que sur la coopération économique internationale, et de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport contenant notamment une évaluation des progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

PROJET DE RESOLUTION VII

Conférence internationale sur la population et le développement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3344 (XXIX) du 17 décembre 1974 relative à la Conférence mondiale sur la population, 39/228 du 18 décembre 1984 relative à la Conférence internationale sur la population, 44/210 du 22 décembre 1989 sur les besoins futurs en matière de population, y compris la mobilisation des ressources nécessaires pour une assistance internationale dans ce domaine, S-18/3 du 1er mai 1990, où figure la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, 45/199 du 21 décembre 1990, dont l'annexe contient la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, 45/206 du 21 décembre 1990 concernant la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, 45/216 du 21 décembre 1990 relative à la population et au développement, et 40/108 du 13 décembre 1985 sur la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme,

Rappelant aussi que, dans sa résolution 1989/91 du 26 juillet 1989, le Conseil économique et social a décidé en principe de convoquer en 1994, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une réunion internationale sur la population,

Rappelant en outre que, dans sa résolution 1991/93 du 26 juillet 1991, le Conseil économique et social a décidé que la réunion internationale sur la population serait désormais appelée Conférence internationale sur la population et le développement,

Approuvant pleinement les objectifs de la Conférence arrêtés par le Conseil économique et social dans sa résolution 1991/93, ainsi que son thème général que précise la même résolution, à savoir la population, la croissance économique soutenue et le développement durable,

Consciente du rôle important que les conférences régionales joueront dans la préparation de la Conférence, notamment en évaluant et actualisant les plans d'action régionaux en matière de population,

Notant avec satisfaction que le Secrétaire général a nommé la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population au poste de secrétaire général de la Conférence internationale, et le Directeur de la Division de la population au Département du développement économique et social du Secrétariat à celui de secrétaire général adjoint de la Conférence,

Soulignant que chaque pays a le droit souverain d'élaborer, d'adopter et d'appliquer sa propre politique de population en tenant compte de sa culture, de ses valeurs et de ses traditions ainsi que de sa situation sociale, économique et politique et en respectant les droits de l'homme et les responsabilités des personnes, des couples et des familles,

Sachant que les établissements de recherche et de diffusion de l'information ont contribué pour beaucoup à établir clairement qu'il existe un rapport entre les questions de population et le développement,

Mesurant toute l'importance des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, y compris des sections d'Action 21 concernant la population 27/, pour la préparation de la Conférence internationale sur la population et le développement,

1. Souligne que chaque pays doit veiller à ce que sa politique générale de population soit fondée sur ses propres priorités et compatible avec l'impératif d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable;

2. Souligne aussi qu'il faut sensibiliser davantage la communauté internationale aux questions de population et à la nécessité de les considérer comme partie intégrante d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable;

27/ Voir Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (A/CONF.151/26, vol. I, II et Corr.1, et III).

3. Fait sienne la résolution 1992/37 du 30 juillet 1992 où le Conseil économique et social a décidé que la Conférence internationale sur la population et le développement se tiendrait au Caire du 5 au 13 septembre 1994;

4. Accepte avec gratitude l'offre généreuse du Gouvernement égyptien d'accueillir la Conférence;

5. Recommande que la Conférence ait lieu au niveau ministériel;

6. Souligne que les Etats Membres se doivent de participer activement aux travaux du Comité préparatoire de la Conférence et invite celui-ci, lors de sa deuxième session, à élire son bureau en tenant dûment compte d'une représentation géographique équitable;

7. Décide que le pays hôte de la Conférence, l'Egypte, sera de droit membre du bureau du Comité préparatoire;

8. Invite le Conseil économique et social, tenant pleinement compte des vues exprimées au cours de la quarante-septième session de l'Assemblée générale, à envisager lors de sa session d'organisation pour 1993 d'ajuster le calendrier et la durée des deuxième et troisième sessions du Comité préparatoire de la Conférence dans les limites des ressources budgétaires existantes et sans exclure les ressources provenant de contributions volontaires aux fonds d'affectation spéciale, en tenant pleinement compte de la nécessité de faire en sorte que la Conférence puisse s'acquitter avec succès de son mandat et qu'à cette fin, elle soit précédée d'activités intergouvernementales adéquates;

9. Demande à tous les organes, organismes et programmes des Nations Unies, ainsi qu'à d'autres organisations intergouvernementales intéressées, de contribuer activement aux préparatifs de la Conférence;

10. Se félicite de la décision qu'a prise le Secrétaire général d'assurer, par l'intermédiaire du Comité administratif de coordination, la coordination nécessaire des contributions des divers organismes des Nations Unies aux préparatifs de la Conférence;

11. Invite tous les Etats à prendre une part active aux préparatifs de la Conférence et à encourager une large participation des divers secteurs de leur population aux activités préparatoires entreprises dans le pays;

12. Considère comme important que toutes les organisations non gouvernementales concernées, dans les pays développés et en développement, participent à la Conférence et à ses préparatifs;

13. Prie le Conseil économique et social d'arrêter à sa session d'organisation pour 1993 les modalités nécessaires à une participation active des organisations non gouvernementales compétentes, en particulier celles des pays en développement, à la Conférence et à ses préparatifs, en tenant compte

/...

pour ce faire des procédures suivies pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et de l'expérience acquise en la matière lors de conférences précédentes des Nations Unies sur la population;

14. Souligne l'importance des divers points de vue régionaux qui existent sur les questions de population et de développement et se félicite à cet égard que les commissions régionales et le Fonds des Nations Unies pour la population aient organisé des conférences régionales sur la population, car leurs résultats représenteront un apport notable aux préparatifs de la Conférence;

15. Prend note de la constitution de fonds volontaires d'affectation spéciale destinés à contribuer au financement de la Conférence et à aider les pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux, à participer pleinement et efficacement à la Conférence et à ses préparatifs;

16. Remercie les contributeurs aux fonds et invite les gouvernements qui sont en mesure de le faire à y contribuer généreusement;

17. Engage la Secrétaire générale de la Conférence à continuer de faire le maximum pour obtenir des fonds extrabudgétaires en vue de la Conférence;

18. Prie la Secrétaire générale de la Conférence, eu égard à la nécessité d'une préparation approfondie de la Conférence, de veiller à ce que la documentation destinée aux conférences régionales, aux réunions d'experts et au Comité préparatoire soit distribuée en temps utile;

19. Prie le Secrétaire général de veiller, dans le cadre des activités préparatoires, à ce qu'une large publicité soit faite à la Conférence et aux questions qui y seront examinées;

20. Prie également le Secrétaire général, agissant en étroite consultation avec la Secrétaire générale de la Conférence, de lui présenter à sa quarante-huitième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport intérimaire sur l'application de la présente résolution;

21. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session une question intitulée "Conférence internationale sur la population et le développement".

PROJET DE RESOLUTION VIII

Deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique, 1991-2000

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 44/237 du 22 décembre 1989, par laquelle elle a proclamé la période 1991-2000 deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique, et sa décision 46/458 du 20 décembre 1991 sur le programme de la deuxième Décennie,

/...

Rappelant également sa résolution 46/151 du 18 décembre 1991, dans laquelle elle a adopté le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, qui fait de la deuxième Décennie un programme d'importance majeure pour l'intégration économique régionale en Afrique,

Rappelant en outre la résolution 1991/81 du Conseil économique et social, en date du 26 juillet 1991, sur la deuxième Décennie,

Soulignant la nécessité d'intégrer le programme de la deuxième Décennie à l'ensemble du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, et notamment l'engagement pris par les pays africains et la communauté internationale de promouvoir les investissements locaux et les investissements étrangers directs en Afrique, comme en font état les paragraphes pertinents du nouvel Ordre du jour,

Rappelant les dispositions pertinentes d'Action 21, programme adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992 28/,

Considérant que dans sa résolution GC.4/8 du 22 novembre 1991, la quatrième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a adopté le programme de la deuxième Décennie, lui réservant la plus haute priorité dans les programmes de cette organisation, et a recommandé à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, à sa session de fond de 1992 29/, de l'adopter à sa quarante-septième session,

Considérant aussi que, dans sa résolution 739 (XXVII) du 22 avril 1992, la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) 30/ a adopté le programme de la deuxième Décennie et que, dans sa décision 1 (XXVII) du 22 avril 1992 31/, elle a recommandé à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa session de fond de 1992, d'adopter ce programme à sa quarante-septième session et de fournir à la CEA des ressources suffisantes pour lui permettre d'aider les pays africains et les organisations sous-régionales africaines à mettre en oeuvre leur programme pour la deuxième Décennie,

28/ Voir Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (A/CONF.151/26, vol. I, II et Corr.1, et III).

29/ Voir GC.4/INF.4.

30/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1992, Supplément No 13 (E/1992/33), chap. IV, sect. A.

31/ Ibid., sect. B.

Tenant compte des éléments du Programme spécial pour l'Afrique de la Banque mondiale qui ont trait au développement industriel,

Consciente que, dans sa résolution AHG/CM/RES.1399 (LVI) du 1er juillet 1992, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a adressé un appel à l'Assemblée générale pour qu'elle adopte à sa quarante-septième session le programme de la deuxième Décennie, et sachant que la Conférence elle-même a approuvé ce programme,

Considérant que, dans sa résolution 1992/44 du 31 juillet 1992, le Conseil économique et social a approuvé le programme et a recommandé, entre autres choses, que l'Assemblée générale l'adopte à sa quarante-septième session,

1. Adopte le programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique, y compris ses composantes nationales, sous-régionales et régionales;

2. Décide de modifier la période définie pour la deuxième Décennie dans sa résolution 44/237, de façon à la faire porter sur les années 1993-2002;

3. Prend note des efforts déjà entrepris en Afrique pour créer des conditions de nature à attirer les investissements locaux et étrangers, demande que de nouveaux efforts soient faits dans ce domaine et prie instamment la communauté internationale de prendre les mesures requises pour encourager les investissements étrangers directs et soutenir les réformes entreprises par les pays africains;

4. Exhorte les pays africains, les institutions financières et les institutions spécialisées des Nations Unies à adopter une approche intégrée pour appliquer le programme de la deuxième Décennie, en tenant pleinement compte du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 32/;

5. Invite instamment le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), les institutions et organismes des Nations Unies, les Etats africains et les organisations sous-régionales et régionales africaines à intégrer à leurs activités durant la deuxième Décennie les dispositions pertinentes d'Action 21, programme adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement 28/;

32/ Résolution 46/151, annexe, sect. II.

6. Demande à la communauté internationale, et notamment aux institutions de financement bilatérales et multilatérales, d'accroître substantiellement leur contribution au secteur industriel des pays africains, pour que le programme de la deuxième Décennie puisse être exécuté avec succès et avoir des résultats durables;

7. Demande instamment aux institutions financières internationales, en particulier à la Banque mondiale, au Fonds monétaire international et à la Banque africaine de développement, d'appuyer pleinement le programme de la deuxième Décennie et de concourir à son application effective aux niveaux national et sous-régional;

8. Prie le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission économique pour l'Afrique des ressources suffisantes pour lui permettre d'aider les pays africains et les organisations africaines à appliquer efficacement le programme actuel de la deuxième Décennie;

9. Prie également le Secrétaire général, agissant en coopération avec le Directeur général de l'ONUDI ainsi qu'avec les institutions et organismes compétents des Nations Unies, les Etats africains et les organisations sous-régionales et régionales africaines, de procéder en 1998 à un examen à mi-parcours de l'exécution du programme de la deuxième Décennie, de lui en rendre compte à sa cinquante-quatrième session et de lui présenter dans l'intervalle des rapports biennaux sur l'application de la présente résolution.

53. La Deuxième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter les projets de décision ci-après :

PROJET DE DECISION I

Application de la section II de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies

L'Assemblée générale décide de reporter à sa quarante-huitième session l'examen du projet de résolution intitulé "Application de la section II de l'annexe à la résolution 32/197 de l'Assemblée générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies" 33/.

PROJET DE DECISION II

Documents relatifs au rapport du Conseil économique et social

L'Assemblée générale décide de prendre acte des documents ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général sur les produits nocifs pour la santé et l'environnement 34/;

33/ Voir A/C.2/47/L.2.

34/ A/47/222-E/1992/57 et Corr.1.

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population sur le Prix des Nations Unies en matière de population 35/;

c) Note du Secrétaire général présentant le rapport du Président de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale sur l'issue des consultations visant à parvenir à un accord sur un code de conduite des sociétés transnationales 36/.

PROJET DE DECISION III

Programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 1993-1994

L'Assemblée générale décide de différer la poursuite de l'examen du projet de programme de travail biennal de la Deuxième Commission pour 1993-1994.

35/ A/47/338.

36/ A/47/446.